

# Gabon

## Examen du budget tenant compte des risques



**SENDAI FRAMEWORK  
FOR DISASTER RISK REDUCTION 2015-2030**



# **Rapports-pays de l'UNDRR sur la Planification des Investissements Publics pour la Réduction des Risques de Catastrophe**

Cette série est conçue pour mettre à la disposition d'un plus large public des études sélectionnées sur la planification des investissements publics pour la Réduction des Risques de Catastrophe (RRC) en coopération avec les États membres.

Les rapports-pays ne représentent pas les vues officielles de l'UNDRR ou des pays membres. Les opinions exprimées et les raisonnements déployés sont ceux des auteurs.

Les rapports-pays font étalage de résultats préliminaires ou de recherches en cours par les auteurs et sont publiés pour stimuler une discussion sur un large éventail de questions relatives à la RRC.



Funded by the European Union

# Table des matières

Liste des figures .....	ii
Liste des tableaux .....	ii
Liste des encadrés .....	iii
Liste des acronymes et des abréviations .....	iii
Conversion monétaire .....	iii
Remerciements .....	iv
Résumé analytique .....	1
1. Introduction .....	2
2. Le Gabon en bref .....	3
3. Réduction des risques de catastrophe au Gabon .....	5
3.1. Historique des catastrophes et des pertes .....	5
3.2. Gouvernance des risques de catastrophe.....	5
4. Analyse du budget sensible aux risques .....	7
4.1. Méthodologie .....	7
4.2. Portée de l'analyse .....	8
4.3. Limites de l'analyse .....	11
4.4. Budget marqué à travers le cycle de RRC .....	17
5. Conclusions et recommandations.....	22
Références .....	24
Annexe 1: Aperçu de l'application par l'UNISDR du marqueur de la politique de RRC du CAD-OCDE.....	25
Annexe 2: Tableaux.....	28

# Liste des figures

<b>Figure 1:</b>	Procédure de prise de décision de notation et le système de marquage de Rio.....	8
<b>Figure 2:</b>	Investissement moyen en RRC.....	11
<b>Figure 3:</b>	Investissements en RRC marqués «principal» par secteur .....	12
<b>Figure 4:</b>	Investissements en RRC marqués «principal» à travers les différents secteurs.....	13
<b>Figure 5:</b>	Investissements en RRC marqués «principal» par ministères .....	14
<b>Figure 6:</b>	Investissements en RRC marqués «significatif» par ministère.....	15
<b>Figure 7:</b>	APD au Gabon par catégories de RRC, 2015–2017 .....	21

# Liste des tableaux

<b>Tableau 1:</b>	Catastrophes et pertes, 1988–2012.....	5
<b>Tableau 2:</b>	Portée de l'Analyse du Budget Sensible aux Risques.....	9
<b>Tableau 3:</b>	Ministères et Organismes dont les programmes présentent des éléments RRC Methodology .....	10
<b>Tableau 4:</b>	Budget de la RRC marqué « principal » à travers les différents secteurs .....	12
<b>Tableau 5:</b>	Budget RRC marqué «significatif» à travers les différents secteurs .....	13
<b>Tableau 6:</b>	Budgets RRC marqués « Principal » à travers les différents ministères.....	14
<b>Tableau 7:</b>	Budget de RRC marqué « significatif » à travers les différents ministères .....	16
<b>Tableau 8:</b>	Budget de RRC marqué « Principal » à travers les différentes catégories de RRC.....	17
<b>Tableau 9:</b>	Principales catégories de RRC dans le cycle des catastrophes .....	17
<b>Tableau 10:</b>	Budget de RRC marqué « Principal » à travers les différentes catégories.....	18
<b>Tableau 11:</b>	Budgets de RRC dans toutes les catégories.....	18
<b>Tableau 12:</b>	Catégories de la RRC marquées « significatif » dans le cycle des catastrophes.....	19
<b>Tableau 13:</b>	Budget de RRC marqué «significatif» à travers les différentes catégories .....	20
<b>Tableau A1:</b>	RSBR de l'UNDRR : vue d'ensemble .....	27
<b>Tableau A2:</b>	Les ministères au Gabon .....	28
<b>Tableau A3:</b>	Programmes et activités de RRC marqués « principal » par ministère.....	29
<b>Tableau A4:</b>	Programmes et activités de RRC marqués « significatif » par ministère .....	29

# Liste des encadrés

Encadré 1: Aide Publique au Développement par catégories de RRC..... 21

# Liste des acronymes et des abréviations

<b>ACP</b>	Groupe des pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
<b>GRC</b>	Gestion des Risques de Catastrophe
<b>RRC</b>	Réduction de Risques de Catastrophe
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>FCFA</b>	FCFA Afrique Centrale (BEAC)
<b>ABSR</b>	Analyse de Budget Sensible aux Risques
<b>MDAs</b>	Ministères, Départements et Agences
<b>UNDRR</b>	Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe

# Conversion monétaire

Année	Dollar US-FCFA
2014	494,4
2015	530,0
2016	570,0
2017	580,0

*Calculs basés sur le rapport économique, social et financier qui accompagne le projet de la loi de finances 2014–2017.*

# Remerciements

L'UNDRR tient à exprimer sa profonde gratitude aux autorités nationales, ainsi qu'aux équipes-pays du Système des Nations Unies (SNU) pour le soutien apporté à la réduction et à la gestion des risques de catastrophe.

**Coordonnateurs** : Jean-Marc Malambwe Kilolo (économiste) et Roberto Schiano Lomoriello (expert associé en Economie en RRC). Sous la supervision générale de Katarina Mouakkid Soltesova (Responsable du programme Connaissance des Risques) et Luca Rossi (Adjoint au Chef de file du Bureau Régional pour l'Afrique).

**Analystes** : Belinda Kaimuri (Guinée équatoriale, Gabon, Gambie (La), Ghana, Kenya, São Tomé et Príncipe), Brais Álvarez Pereira et Tatiana Martinez Zavala (Angola, Guinée-Bissau), Elvis Mtonga (Botswana, Cameroun, Eswatini (Royaume de), Namibie, Zambie), Jean-Claude Koya (Côte d'Ivoire).

L'UNDRR remercie particulièrement les experts-pays et les spécialistes en RRC pour leurs commentaires et pour avoir examiné deux versions préliminaires de l'analyse, en particulier: Edson Fernando (Angola), Nkosiyabo Moyo (Botswana), Mariatou Yap et Celestin Kegne (Cameroun), Dr Touré Kader et Paul Kaman (Côte d'Ivoire), Gabriel Ngua Ayecaba (Guinée équatoriale), Russell Dlamini (Eswatini (Royaume de)), Hortense Togo (Gabon), Sanna Dahaba et Kawsu Barrow (Gambie (La)), Koranteng Abrokwhah (Ghana), Alsau Sambu, Elisio Gomes Sá, Justino Fernandes et Domingos Gomes da Costa (Guinée-Bissau), Charles Owino (Kenya), Japheth Litenge (Namibie), Jean-Baptiste Nsengiyumva (Rwanda), Carlos Dias (São Tomé et Príncipe), Charles Msangi (Tanzanie (République Fédérale de)), Lengandji Sikaona (Zambie).

Relecture et conception graphique Development Initiatives.

Publié en janvier 2020.

# Résumé analytique

Ce rapport fournit une analyse de la planification des investissements publics pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) au Gabon et informe sur le niveau d'investissement public dans la réduction des risques de catastrophe dans le pays. Ceci est fait à l'aide d'une analyse budgétaire sensible au risque (ABSR) qui applique le marqueur de politique de RRC aux budgets courants et d'investissements basés sur les ressources intérieures du Gabon. L'analyse est effectuée pour évaluer et estimer à quel degré le gouvernement prévoit des budgets pour la réduction des risques de catastrophe.

## Principales conclusions

- Les ministères, les départements et les agences (MDAs) n'ont ni classé ni codé des programmes ou activités liés à la RRC. À partir de l'analyse, 21 programmes liés à la RRC dans 9 ministères ont été identifiés entre 2014 et 2017. L'autorité responsable de la RRC est la Direction de la Protection Civile du Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale, des Collectivités et de la Décentralisation, qui s'appuie sur plusieurs lois pour coordonner les activités de la RRC et de la GRC au Gabon.
- Au cours cette période de quatre ans, une moyenne annuelle de 290,33 millions de dollars a été prévu pour les activités de RRC, soit 7,4 % du budget national.
- Sur le budget de RRC marqué ci-dessus, seulement 2 % sont détenus par des programmes qui ciblent directement («principal») la RRC, soit 5,55 millions de dollars correspondant à 0,1 % du budget national, tandis que les 98 % concernent des programmes qui ciblent indirectement («significatif») la RRC, soit 284,78 millions de dollars équivalant à 7,4 % du budget national.
- Le secteur social détient la part la plus élevée du budget de RRC marqué «Principal» à travers le Ministère de la Santé Publique qui jouit de 95,2 % de cette part dans le cadre du programme de Lutte contre le VIH / SIDA.
- Le secteur social détient également la part la plus élevée du budget de RRC marqué «significatif», à travers le Ministère précité avec 82,4 % de ce budget destinés à trois (03) programmes de soins de santé.
- La moitié du budget alloué à la gestion des catastrophes au Gabon se concentre sur la prévention et l'atténuation des risques; la portion restante est partagée à parts égales entre la préparation et la reconstruction/ou le relèvement.
- Les activités post-catastrophe (réponse et secours, reconstruction et réhabilitation) représentent la moitié du budget relative aux catastrophes. En outre, le pays bénéficie de l'aide de l'APD pour les interventions d'urgence et la reconstruction, la réhabilitation et les secours (avec une moyenne annuelle de 0,18 million de dollars US).

# 1. Introduction

En 2013, l'Union européenne (UE) et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont signé un accord sur le renforcement de l'intégration régionale et de l'inclusion des États membres des ACP dans l'économie mondiale. En outre, l'accord a traité des défis liés au changement climatique, à l'agriculture et au développement rural.

Dans le cadre de cet accord, un programme intitulé « Renforcer la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, pays et communautés d'Afrique subsaharienne » a été lancé en juillet 2015. Son objectif était de fournir un cadre intégral pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) et la gestion des risques de catastrophe (GRC), et leur mise en œuvre effective dans toute l'Afrique subsaharienne.

Pour soutenir la RRC dans la région, le programme (de 80 millions d'euros) a couvert une période de cinq ans et s'est concentré sur cinq résultats clés: le renforcement du suivi et de la coordination régionale de la RRC; le renforcement de la coordination et des capacités en planification et politiques de RRC des communautés économiques régionales; l'amélioration de la capacité des centres climatologiques nationaux et régionaux pour les services météorologiques et climatologiques; l'amélioration de la connaissance des risques grâce à des bases de données sur les catastrophes pour la modélisation future des risques; et l'élaboration de politiques, d'instruments et de stratégies de financement des risques de catastrophe aux niveaux régional, national et local.

Le programme a contribué à des efforts plus larges visant à aider les pays africains à renforcer leurs capacités en matière de planification des investissements sensibles aux risques et à soutenir les initiatives visant à accroître les investissements publics dans la RRC. En outre, se référant au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), le programme visait à aider les pays à évaluer les impacts des éventuelles catastrophes, y compris les pertes économiques. Le programme a ensuite outillé les pays concernés pour les aider à optimiser leurs plans d'investissement afin de faire face aux risques de catastrophe et de réduire les pertes futures.

Dans le cadre de ce programme, l'UNDRR a élaboré des rapports d'examen budgétaire sensible aux risques pour 16 pays d'Afrique subsaharienne : Angola, Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Eswatini (Royaume de), Gabon, Gambie (La), Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Namibie, Rwanda, São Tomé et Príncipe, Tanzanie (République-Unie de) et Zambie.

L'analyse utilise le marqueur de politique de RRC, développé par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La méthodologie a été largement utilisée pour fournir des informations sur l'intégration de la RRC. Néanmoins, le suivi des dépenses prévues et réelles liées à la RRC est un domaine en voie de développement.

Ce rapport fournit des informations sur la planification des investissements publics pour la RRC au Gabon et présente les résultats d'une analyse budgétaire sensible aux risques (ABSR) du budget du Gabon pour l'exercice 2019. L'analyse qui suit a été présentée et discutée lors d'une série d'ateliers au niveau des pays - menés en 2018, dans chacun des 16 pays - et des commentaires et les contributions supplémentaires d'experts nationaux ont contribué à améliorer l'analyse.

Le rapport est organisé comme suit : après cette section introductory, la section 2 jette un coup d'œil sur le Gabon (statistiques clés), tandis que la section 3 examine le profil des risques dans le pays ainsi que la structure et la gouvernance de ses institutions de GRC. La section 4 explique la base méthodologique du marqueur de politique du CAD de l'OCDE sur la RRC et son application par l'UNDRR dans 16 analyses de rapport de pays, puis présente les résultats de l'ABSR au Gabon. Le rapport se termine par un résumé des conclusions et des recommandations pour la prise de nouvelles mesures.

## 2. Le Gabon en bref



### POPULATION



Projections pour 2018

**1.8**

(millions de personnes)

Projections pour 2050

**3.8**

(millions de personnes)

### PIB



Projections pour 2018

**16.9**

(milliards de dollars)

Projections pour 2050

**67.7**

(milliards de dollars)

**Superficie du Gabon :** 267,667 km<sup>2</sup>

**Densité de population :**

6.8 habitants/km<sup>2</sup>

**Indice de développement humain :** 0.7

**Agriculture:** 5 % du PIB

**Services :** 50.4 % du PIB

**Industrie :** 44.7 % du PIB

**Taux de pauvreté (1,90 dollar/jour) :** 3.4 %

Source : données de la Banque africaine de développement, 2019 ; de la Banque mondiale ; de la Central Intelligence Agency ; du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ; de la Division de la population de l'ONU, 2019 ; de la Division de la statistique de l'ONU ; de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués ; et du Programme des Nations Unies pour le développement, 2019.

Le Gabon est situé sur la côte ouest de l'Afrique centrale avec 85 % de sa topographie constituée de terrains forestiers. Sa population est estimée à 1,8 millions d'habitants en 2018 et devrait atteindre 3,8 millions d'habitants d'ici 2050. Avec une superficie de 267.667 km<sup>2</sup>, cela se traduit par environ 6,8 habitants par km<sup>2</sup>, ce qui rend la population peu dense. Le Gabon a l'un des taux de population urbaine les plus élevés d'Afrique, avec 89 % en 2017.

Le Gabon est un pays riche en ressources dont une grande partie de l'économie repose sur l'extraction du pétrole. Le PIB du pays a atteint 16,9 milliards de dollars en 2018<sup>1</sup> et affiche une croissance annuelle moyenne de 2,2 % de 1994 à 2018.<sup>2</sup> Néanmoins, la croissance du PIB a constamment diminué, passant de 5,6 % en 2013 à 0,8 % en 2018, tirée vers le bas par les bas prix du pétrole. Les services sont le secteur économique qui présente la plus forte contribution au PIB national, avec une estimation de 50,4 % en 2017, suivie du secteur de l'industrie avec 44,7 %. L'agriculture ne représente que 5 % du PIB.<sup>3</sup>

Le déficit budgétaire s'est amélioré constamment au cours des trois dernières années, conséquence d'une consolidation budgétaire. Cela se traduit par une amélioration de 0.3 % en 2018, de -3.6 % en 2017 et -6.6 % en 2016. Malgré une production de pétrole revue à la baisse, le déficit actuel s'est également amélioré en raison de l'augmentation des exportations de bois d'œuvre et de manganèse. Le Gabon a enregistré un déficit de PIB de -1.5 % en 2018 – de -4.9 % en 2017<sup>4</sup>.

Les principaux indicateurs de l'économie du pays placent le Gabon dans une position privilégiée en Afrique centrale. Malgré tout, le niveau de vie au Gabon, au point de vu PIB par habitant, a chuté de 18.5 % entre 1990 et 2018; L'Indice de Développement Humain actuel est à 0.702 – ce qui classe le pays dans la catégorie supérieure de l'IDH.<sup>5</sup>

## 3. Réduction des risques de catastrophe au Gabon

### 3.1. Historique des catastrophes et des pertes

Les catastrophes naturels qui affectent le Gabon sont de nature climatique en raison de sa position entre l'Océan Atlantique et l'Équateur. Les épidémies, les inondations et les tempêtes sont les risques naturels les plus courants. D'autres risques naturels rencontrés comprennent l'érosion côtière, les feux de forêt et les tempêtes de vent.

La base de données EM-DAT révèle qu'entre 1988 et 2012 les épidémies ont été le danger le plus fréquent, et ont tué le plus grand nombre de personnes. En effet, 44.000 Gabonais, âgés de 15 ans et plus, dont 68 % de femmes, sont séro-positifs.<sup>6</sup> Environ 2.600 enfants gabonais, âgés de 0 à 14 ans, vivent avec le VIH.<sup>7</sup> Le Gabon a également un taux élevé de tuberculose, de paludisme,<sup>8</sup> (un risque épidémique annuel, en particulier pendant et après la saison des pluies)<sup>9</sup>, et autres maladies transmises par les insectes.

Bien que peu fréquentes, les inondations ont touché le plus grand nombre de personnes. Les inondations au Gabon sont principalement dues à de violents orages de pluie. Un tel orage a frappé le Gabon en juin 2012, provoquant des inondations dans plus de 12 quartiers de Libreville, la capitale. Les inondations ont causé d'importants dégâts matériels. Cela a affecté plus de 77.000 personnes et a entraîné le déplacement de plus de 1.600 personnes.<sup>10</sup>

**Tableau 1: Catastrophes et pertes, 1988–2012**

Risques	Nombre de Cas	Total décès	Total affectés
Épidémie	8	116	18.708
Inondation	2	1	87.845
Tempête	3	0	4.330

Source: Centre de Recherche Épidémiologique des Catastrophes (CRED), EM-DAT: Base de données Internationale des Catastrophes

### 3.2. Gouvernance des risques de catastrophe

Le processus de RRC au Gabon est coordonné et géré par le ministère de l'Intérieur, de la Sécurité, chargé de la Décentralisation et du Développement local. Le mandat de coordination des activités de RRC au niveau national est confié à la Direction Générale de la Prévention des Risques, sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.

En termes de cadre juridique requis, une loi spécifique servant de soutien juridique à la gestion des risques de catastrophe et aux activités connexes reste encore à élaborer au Gabon. A défaut, ce sont divers textes législatifs et décrets qui traitent de la mise en œuvre des actions de gestion des

6 <https://www.unaids.org/fr/regionscountries/countries/gabon>.

7 Ibid.

8 Bélard, S. M., Tuberculosis in South and Central Africa: Understanding epidemiology – Improving diagnosis and management, 2019. Disponible à l'adresse suivante : [https://pure.uva.nl/ws/files/36513446/Thesis\\_complete\\_.pdf](https://pure.uva.nl/ws/files/36513446/Thesis_complete_.pdf).

9 [www.iamat.org/country/gabon/risk/malaria](http://www.iamat.org/country/gabon/risk/malaria).

10 Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2013.

risques dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe sous une forme ou une autre. Il s'agit notamment de :

- Décret n ° 007/2014 du 1er août 2014 pour la protection de l'environnement et son application,
- Décret n ° 0333 / PR / MISPID du 28 février 2013 (protection civile),
- Arrêté n ° 0007 / MISPID du 14 mars 2013 portant organisation du Comité provincial de la Plateforme nationale et de ses fonctions,
- Arrêté n ° 00979 / PM / MISPID du 11 novembre 2012 portant création du Comité interministériel d'experts en gestion des urgences,
- Décret n ° 0672 / PR / MISPID du 16 mai 2011 portant création de la Plateforme nationale de prévention et de réduction des risques de catastrophe,
- Décret n ° 016/2001 portant code forestier et décret 03/2007 du 27 août 2007 relatif à la protection des parcs nationaux.
- Décret n ° 00248 / PR du 15 février 1972 qui autorise le ministère de l'Intérieur, de l'Administration territoriale, des Collectivités locales et de la Décentralisation à prendre en charge toutes les questions de protection civile.

## 4. Analyse du budget sensible aux risques

### 4.1. Méthodologie

Le marqueur de politique du CAD de l'OCDE sur la RRC est un outil quantitatif utilisé pour identifier les activités de dépenses qui ciblent la RRC comme objectif politique. Une activité doit être classée comme liée à la RRC si elle promeut les objectifs du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 à atteindre « Une réduction substantielle des risques de catastrophe et des pertes de vies, de moyens de subsistance et de santé et des actifs économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays ».<sup>11</sup>

Selon le document de référence du CAD de l'OCDE,<sup>12</sup> une activité liée à la RRC se concentre sur la prévention de nouveaux risques et / ou la réduction des risques de catastrophe existants et / ou le renforcement de la résilience grâce à «la mise en œuvre de... mesures qui préviennent et réduisent l'exposition aux risques et la vulnérabilité aux catastrophes et accroître la préparation aux interventions et au relèvement dans le but explicite d'accroître la sécurité humaine, le bien-être, la qualité de vie, la résilience et le développement durable».

En outre, une activité liée à la RRC doit répondre à au moins une des quatre priorités d'action du Cadre de Sendai,<sup>13</sup> à savoir : (1) comprendre les risques de catastrophe ; (2) renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour gérer les risques de catastrophe ; (3) investir dans la RRC pour la résilience ; ou (4) améliorer la préparation aux catastrophes pour une réponse efficace et pour « reconstruire en mieux » dans le relèvement, la réhabilitation et la reconstruction.<sup>14</sup>

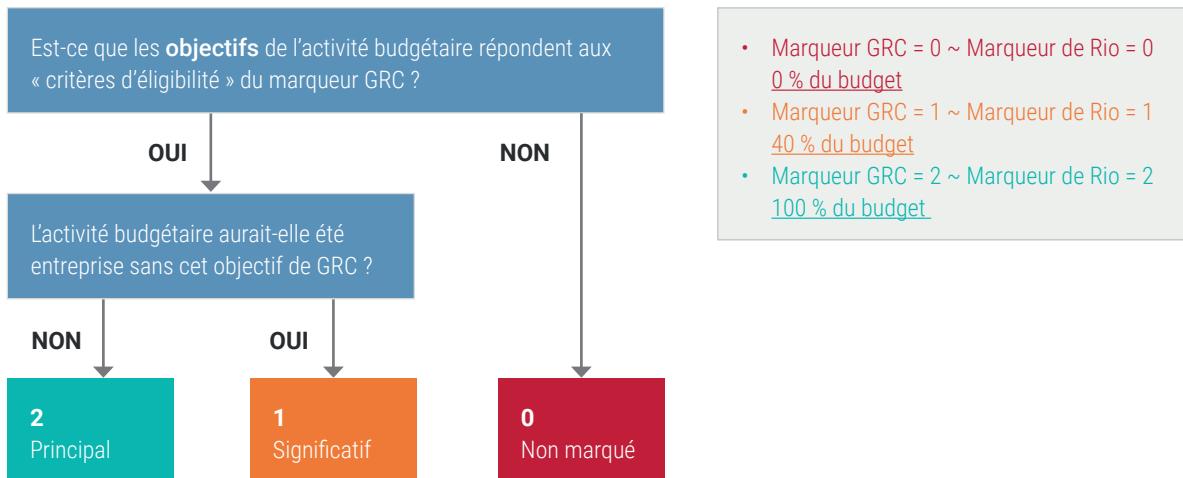
L'analyse budgétaire sensible au risque (ABSR) est simplement l'application du marqueur de politique du CAD de l'OCDE sur la RRC aux budgets des pays pour identifier et marquer les dépenses publiques qui ont un objectif de RRC. Ce faisant, on peut déterminer dans quelle mesure le gouvernement a planifié ou investi implicitement ou explicitement dans la RRC. Les activités de dépenses ciblant la RRC sont triées, marquées et pondérées comme suit :

- Les activités sont marquées « «principal» » (marque = 2) lorsque la RRC est leur objectif «principal» et qu'il est fondamental dans la conception et la motivation de l'activité. Ces activités budgétaires sont ensuite pondérées à 100 % des allocations prévues ou dépensées qui les sous-tendent.
- Les activités sont marquées « significatif » (marque = 1) lorsqu'elles ont un objectif de RRC explicitement énoncé, mais ce dernier n'est pas une motivation fondamentale pour entreprendre et concevoir l'activité. Ces activités budgétaires sont pondérées à 40 % des allocations prévues ou dépensées qui les sous-tendent.
- Les activités ne sont pas marquées (marque = 0) lorsqu'elles n'ont aucun objectif lié à la RRC. Ces activités budgétaires sont pondérées à 0 % des allocations prévues ou dépensées qui les sous-tendent.<sup>15</sup>

15 Petri, 2016 ; Commission européenne, 2016.

Le cumul des allocations budgétaires marquées « «principal» » et « significatif » est comptabilisé comme des budgets planifiés ou dépensés axés sur la RRC ou, en termes simples, des investissements dans la RRC. La figure 1 illustre la procédure de marquage de l'OCDE en matière de RRC et la manière dont le financement alloué aux objectifs de RRC est pris en compte.

**Figure 1: Procédure de prise de décision de notation et le système de marquage de Rio**



Source : OCDE (2017).

## 4.2. Portée de l'analyse

L'ABSR a exploré les budgets présentés par les MDAs et les divers programmes pour les exercices 2014 à 2017. Seulement les budgets sur fonds propres ont été pris en compte pour l'analyse. Les principaux documents utilisés sont les Budgets de la loi de finances du Gabon provenant de Mays Moussi (Finances <https://www.mays-mouissi.com/telecharger-les-budgets-du-gabon/>), publiés par le Ministère du Budget et des Comptes.<sup>16</sup> Sur les 21 ministères examinés, seuls 8 ministères avaient des objectifs de politique de RRC marqués « principal » ou « significatif ». Le tableau 2, ci-dessous, montre la portée de l'ABSR et les secteurs et ministères spécifiques qui ont effectivement un objectif de politique de RRC.

16 Documents téléchargés à partir de l'adresse suivante : [www.mays-mouissi.com/telecharger-les-budgets-du-gabon.](https://www.mays-mouissi.com/telecharger-les-budgets-du-gabon/)

**Tableau 2: Portée de l'Analyse du Budget Sensible aux Risques**

Plan annuel	2015–2017
Couverture	<p>Secteur économique<sup>17</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Alimentation</li> <li>Ministère de l'Economie forestière, des Eaux, de la Pêche et de l'Environnement</li> <li>Ministère des Mines, de l'Energie, du Pétrole et des Ressources Hydrauliques</li> </ul> <p>Secteur social<sup>18</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Santé Publique</li> <li>Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale</li> </ul> <p>Secteur des Infrastructures<sup>19</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de l'Habitat, de la Planification Urbaine et du Logement</li> </ul> <p>Inter-sectoriel<sup>20</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ministère de la Prévention et de la Gestion des Catastrophes</li> <li>Ministère du Plan et de la Politique de Développement</li> </ul>
Budget prévu ou exécuté	Budget prévu
Opérations courantes ou Opérations en capital	Opérations courantes et en capital
Dangers ciblés	Sécheresses, inondations, tempêtes, feux, infestations et épidémies

A l'aide du marqueur de Rio et du cadre de Sendai pour les domaines d'actions prioritaires, l'analyse a fait ressortir 20 programmes qui ciblent la RRC de manière implicite ou explicite dans 9 MDAs pour les exercices 2014 à 2017. Le tableau 3 montre ces programmes. Le plus grand nombre de programmes de RRC était détenu à parts égales par le Ministère de l'Economie forestière, des Eaux, de la Pêche et des Parcs nationaux et le Ministère de la santé publique (4 programmes chacun). Le nombre de programmes le plus petit était réparti entre le Ministère de la Prévention et de la Gestion des Catastrophes Naturelles et le Ministère de la Planification et de la Politique de Développement (1 programme chacun). Le tableau 6 montre les programmes marqués RRC dans les 8 ministères.

17 Secteur axé sur la productivité économique.

18 Secteur visant principalement le développement social et l'amélioration de la protection sociale.

19 Secteur axé sur la fourniture d'installations physiques dans une économie donnée.

20 Secteur offrant principalement des services dans tous les autres secteurs de l'économie.

### Tableau 3: Ministères et Organismes dont les programmes présentent des éléments RRC Methodology

Ministères	Programmes
Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de l'Alimentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Pilotage et soutien des politiques agricoles et d'élevage</li> <li>· Pilotage et soutien des politiques d'élevage et de pêche</li> </ul>
Ministère de l'Economie, de la Prévision et de la Programmation du développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Coordination des politiques urbaines</li> </ul>
Ministère de l'Equipement, des Infrastructures et des Travaux Publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Pilotage et soutien des politiques d'Infrastructures, de travaux publics et d'aménagement du territoire</li> </ul>
Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Gestion durable des eaux et des forêts</li> <li>· Conservation de la biodiversité</li> <li>· Amélioration du cadre de vie et changement climatique</li> <li>· Pilotage et appui à la politique d'économie forestière</li> </ul>
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Urbanisation et développement du cadre de vie</li> <li>· Pilotage et soutien à la politique d'urbanisme et de logement</li> </ul>
Ministère de la Santé Publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Prévention et sécurité</li> <li>· Offre et accès aux soins</li> <li>· Lutte contre le VIH / SIDA</li> <li>· Pilotage et accompagnement de la politique de santé</li> </ul>
Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Protection sociale</li> <li>· Pilotage et accompagnement de la politique de protection sociale</li> </ul>
Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale, des Collectivités locales et de la Décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Prévention et atténuation des catastrophes</li> </ul>
Ministère de l'Eau et de l'Energie	<ul style="list-style-type: none"> <li>· Gestion et contrôle des activités minières</li> <li>· Pilotage et soutien à la politique minière</li> <li>· Gestion de la radioactivité</li> </ul>

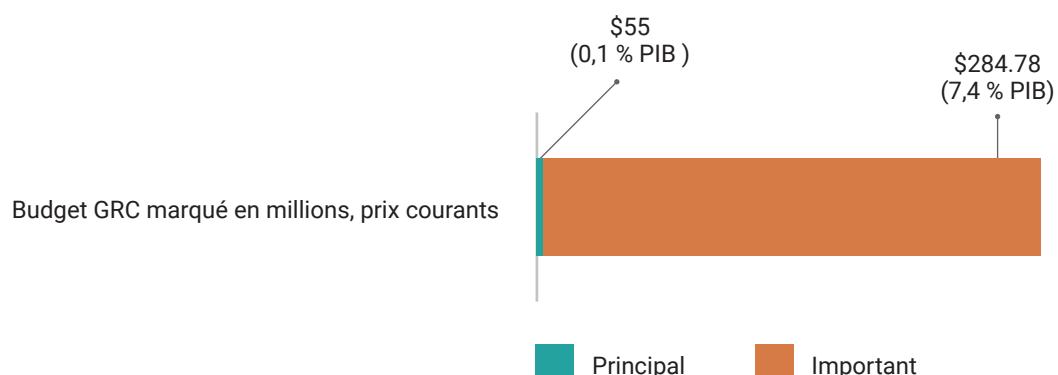
Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

## 4.3. Limites de l'analyse

### Budget global alloué à la RRC

Le budget alloué à la RRC représente 7,5 % du budget national total<sup>21</sup>, soit 290,33 millions de dollars US en moyenne. La part la plus importante de ce budget (284,78 millions de dollars, soit 7,4 % du budget national) est marquée « significatif ». Le reste (5,55 millions de dollars, soit 0,1 % du budget national) est marqué « principal ».

**Figure 2: Investissement moyen en RRC**



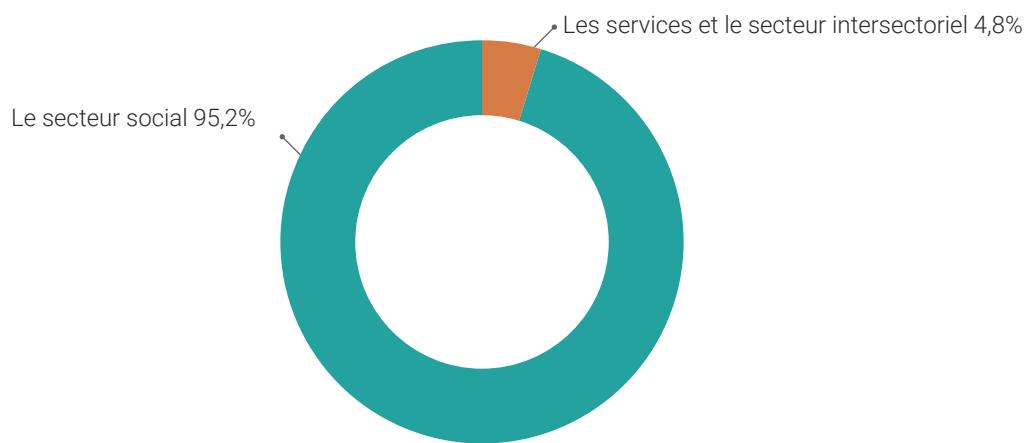
Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

### Budget RRC marqué par secteur

#### Budget RRC marqué « principal »

Compte tenu des secteurs agrégés décrits dans le tableau 2, la figure 3 montre que la quasi-totalité du budget principal RRC marqué est détenue par le secteur social (en moyenne 95,2 %). Les services et le secteur intersectoriel détiennent la portion restante (4,8 % en moyenne). Les secteurs de l'économie et des Infrastructures (tous deux ayant une moyenne de 0 %) ont la part la plus faible du budget de RRC marqué « principal ».

Le tableau 4 présente le budget de RRC marqué « principal » par secteur. En moyenne, le secteur social a connu une allocation décroissante au fil des ans, contrairement aux services et au secteur intersectoriel. L'année 2014 a vu le budget le plus élevé réservé aux programmes de RRC, avec une allocation beaucoup plus appuyée aux programmes du secteur social

**Figure 3: Investissements en RRC marqués «principal» par secteur**

Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

**Tableau 4: Budget de la RRC marqué « principal » à travers les différents secteurs**

Secteurs, valeurs en millions de dollars US, Prix courants	Nombre de programmes	2014	2015	2016	2017	Total budget prévu	Budget moyen en 4 ans	%
Social	1	7,59	6,28	3,72	3,55	21,16	5,29	95,2 %
Services et secteur-intersectoriel	1	0,36	0,29	0,16	0,25	1,06	1,75	4,8 %
Economique	0	–	–	–	–	–	–	0,0 %
Infrastructures	0	–	–	–	–	–	–	0,0 %
<b>Total budget marqué RRC</b>	<b>382,71</b>	<b>264,91</b>	<b>203,58</b>	<b>287,92</b>	<b>1,139,12</b>	<b>284,78</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>Total budget national</b>	<b>5.408</b>	<b>3.460</b>	<b>3.586</b>	<b>2.956</b>	<b>15.410</b>	<b>3.852</b>		
<b>Part budget national</b>						<b>7,4 %</b>		

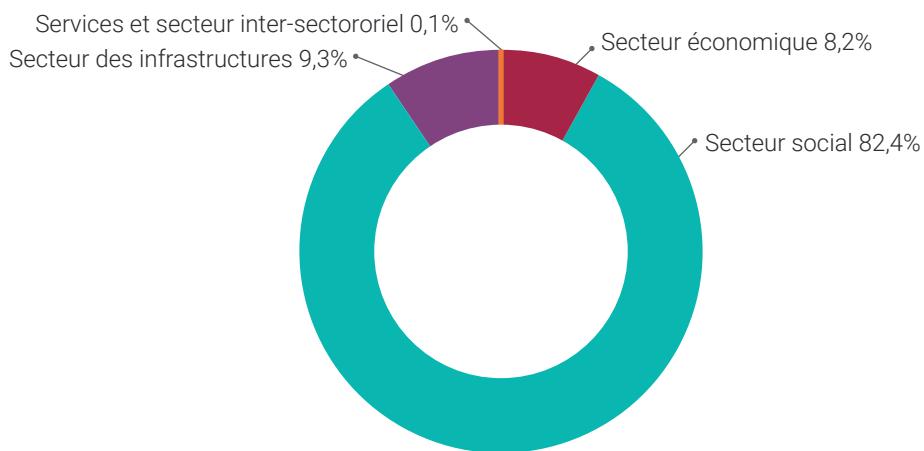
Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

Le budget RRC marqué «principal» s'élève en Moyenne à 5,55 millions, ce qui équivaut approximativement 0,1 % du total du budget national couvrant la période 2014 à 2017.

#### Budget RRC marqué « significatif »

La figure 4 montre le budget de RRC marqué « principal » à travers les quatre secteurs. Le secteur social à lui seul détient la part la plus élevée du budget de RRC marqué « principal » (82,4 %). Le reste est partagé principalement par le secteur des Infrastructures (9,3 %) et le secteur économique (8,2 %). La part la plus faible revient aux services et au secteur intersectoriel (0,1 %).

**Figure 4: Investissements en RRC marqués « principal » à travers les différents secteurs**



Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

Le tableau 5 présente le budget de RRC marqué « significatif » par secteur. Alors que des services et le secteur intersectoriel ne reçoit que 0,1 % du budget moyen de RRC marqué sur quatre ans, le secteur social représente plus des trois quarts de ce budget (82,4 %). Le reste revient au secteur des Infrastructures (9,3 %) et au secteur économique (8,2 %).

**Tableau 5: Budget RRC marqué «significatif» à travers les différents secteurs**

Secteurs, valeurs en millions de dollars US, Prix courants	Nombre de programmes	2014	2015	2016	2017	Total budget prévu	Budget moyen en 4 ans	%
Social	5	282,13	228,89	171,54	256,08	938,64	234,66	82,4 %
Services et secteur-inter-sectoriel	3	63,27	14,88	12,28	15,97	106,40	26,60	9,3 %
Economique	9	37,09	20,95	19,61	15,73	93,38	23,34	8,2 %
Infrastructures	1	0,22	0,19	0,14	0,14	0,70	0,175	0,1 %
<b>Total Budget marqué RRC</b>	<b>382,71</b>	<b>264,91</b>	<b>203,58</b>	<b>287,92</b>	<b>1,139,12</b>	<b>284,78</b>	<b>100 %</b>	
<b>Total budget national</b>	<b>5.408</b>	<b>3.460</b>	<b>3.586</b>	<b>2.956</b>	<b>15.410</b>	<b>3.852</b>		
<b>Part budget national</b>							<b>7,4 %</b>	

Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

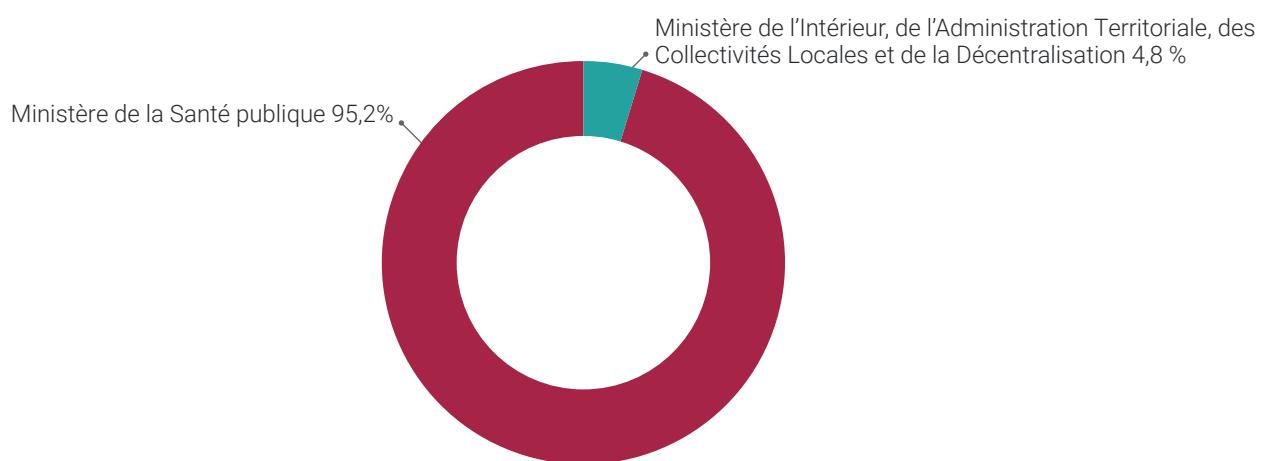
Le budget de RRC marqué « significatif » est estimé à 0,37 millions de dollars, soit environ 0,3 % du budget national total.

## Budgets RRC marqués par ministères

### Budgets RRC marqués « Principal »

Figure 5 et le tableau 6 ventile les budgets de RRC marqués « principal » par ministère. Le ministère de la Santé publique gère presque tout le budget de RRC marqué « principal » (95,2 %). Le reste revient au Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale, des Collectivités Locales et de la Décentralisation (4,8 %).

**Figure 5: Investissements en RRC marqués «principal» par ministères**



Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

Le tableau 6 présente le budget de RRC marqué « principal » à travers les différents ministères. Au cours des trois dernières années budgétaires (2014-2017), le ministère de la Santé Publique a bénéficié de la plus grande allocation du budget moyen de RRC marqué « principal ».

**Tableau 6: Budgets RRC marqués « Principal » à travers les différents ministères**

Secteurs et ministères, valeurs en millions de dollars US, Prix courants	2014	2015	2016	2017	Total budget prévu	Budget moyen sur 4 ans	%
Secteur social	7,59	6,28	3,72	3,55	21,16	5,29	95,2 %
Ministère de la Santé Publique	7,59	6,28	3,72	3,55	21,16	5,29	95,2 %
Services et secteur inter-sectoriel	0,36	0,29	0,16	0,25	1,06	0,26	4,8 %
Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale, des Collectivités Locales et de la Décentralisation	0,36	0,29	0,16	0,25	1,06	0,26	4,8 %
Secteur économique	–	–	–	–	–	–	0,0 %
Secteur des Infrastructures	–	–	–	–	–	–	0,0 %
<b>Total budget RRC marqué</b>	<b>7,96</b>	<b>6,57</b>	<b>3,88</b>	<b>3,80</b>	<b>22,21</b>	<b>5,55</b>	<b>100 %</b>

Secteurs et ministères, valeurs en millions de dollars US, Prix courants	2014	2015	2016	2017	Total budget prévu	Budget moyen sur 4 ans	%
<b>Total budget national</b>	<b>5.408</b>	<b>3.460</b>	<b>3.586</b>	<b>2.956</b>	<b>15.410</b>	<b>3.852</b>	
<b>Part budget national</b>						<b>0,1 %</b>	

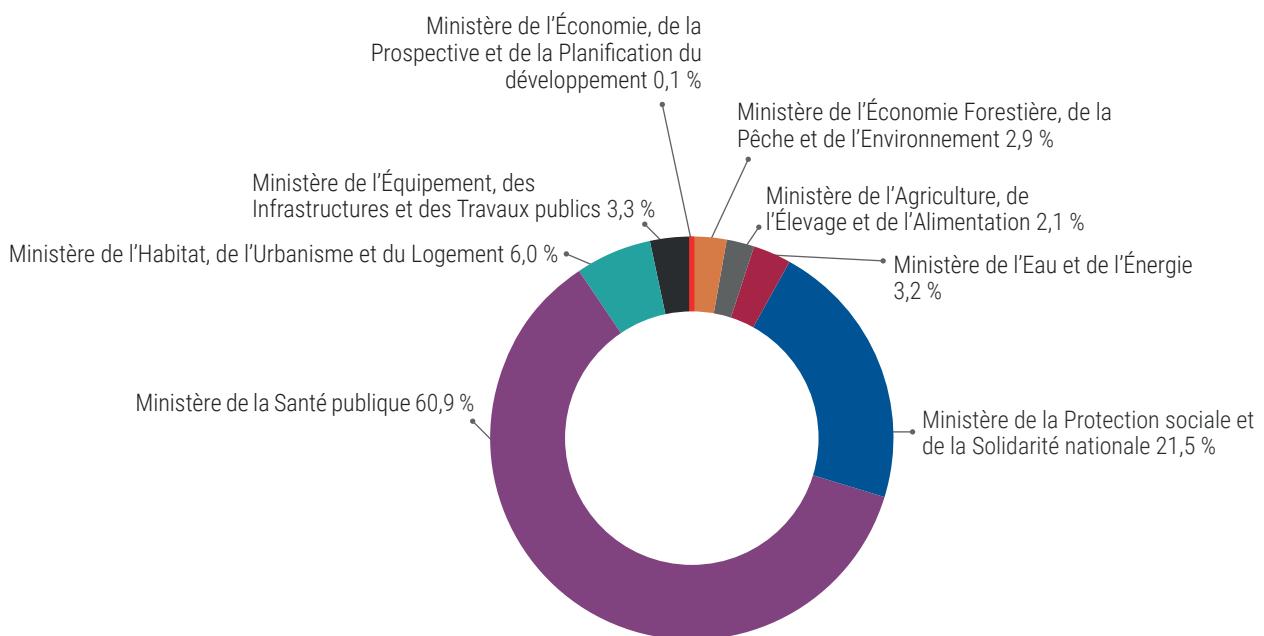
Source: Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

### Budgets de RRC marqués «significatif»

La figure 6 illustre la part des différents ministères dans les budgets de RRC marqués « significatif ». Le Ministère de la Santé publique renferme plus de la moitié de ce budget (60,9 %). Le Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale vient ensuite avec une part de 21,5 %. Le reste est partagé entre le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement (6,0 %), le Ministère de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux publics (3,3 %), le Ministère de l'Eau et de l'Énergie (3,2 %), le Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement (2,9 %) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Alimentation (2,1 %). Le Ministère de l'économie, de la Prévision et de la Programmation du développement se retrouve avec la part la plus faible (0,1 %).

Le tableau A 4 (Annexe 2) présente les différents programmes de ces ministères avec des objectifs de RRC marqués « significatif ». Dans l'ensemble, ces programmes logés dans huit (08) ministères mettent en évidence une plus large approche de l'engagement et de la disponibilité des fonds pour les risques de catastrophe. En outre, tous les secteurs sont concernés. Cela illustre une approche multipartite pour couvrir les activités implicites de RRC.

**Figure 6: Investissements en RRC marqués «significatif» par ministère**



Source: Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

Le tableau 7 présente le budget de RRC marqué « significatif » par secteur / ministère. En somme, le Ministère de la Santé Publique dispose de la plus grande.

**Tableau 7: Budget de RRC marqué « significatif » à travers les différents ministères**

<b>Secteurs et ministères, valeurs en millions de dollars US, Prix courants</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Budget total prévu</b>	<b>Budget moyen sur 4 ans</b>	<b>%</b>
Social	282,13	228,89	171,54	256,08	938,64	234,66	82,4 %
Ministère de la Santé Publique	226,97	180,36	96,17	189,68	693,17	173,29	60,9 %
Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale	55,17	48,53	75,37	66,40	245,47	61,37	21,5 %
Infrastructures	63,27	14,88	12,28	15,97	106,40	26,60	9,3 %
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement	49,96	4,41	2,78	11,16	68,32	17,08	6,0 %
Secteur des Infrastructures	13,31	10,47	9,50	4,81	38,08	9,52	3,3 %
Ministère de l'Equipement, des Infrastructures et des Travaux Publics	37,09	20,95	19,61	15,73	93,38	23,34	8,2 %
Economique	8,76	11,47	6,67	9,17	36,08	9,02	3,2 %
Ministère de l'Eau et de l'Energie						0,1 %	
Ministère de l'Eau et de l'Energie	5.408	3.460	3.586	2.956	15.410	3.852	
Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement	21,67	3,41	7,19	1,13	33,41	8,35	2,9 %
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Alimentation	6,65	6,07	5,75	5,42	23,90	5,97	2,1 %
Services et secteur intersectoriel	0,22	0,19	0,14	0,14	0,70	0,18	0,1 %
Ministère de l'Economie, de la Prévision et de la Programmation du Développement	0,22	0,19	0,14	0,14	0,70	0,18	0,1 %
<b>Total budget de RRC marqué</b>	<b>382,71</b>	<b>264,91</b>	<b>203,58</b>	<b>287,92</b>	<b>1,139,12</b>	<b>284,78</b>	<b>100 %</b>
<b>Total budget national</b>	<b>5.408</b>	<b>3.460</b>	<b>3.586</b>	<b>2.956</b>	<b>15.410</b>	<b>3.852</b>	
<b>Part budget national</b>						<b>7,4 %</b>	

Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

## 4.4. Budget marqué à travers le cycle de RRC

En dehors de la catégorisation des budgets alloués aux différents programmes et activités entant que «principal» ou «significatif», les sources sont aussi classifiées en quatre catégories distinctes de RRC: la prévention et atténuation des risques , la préparation aux risques, la réponse et le soulagement, et enfin, la reconstruction et le redressement.

### Objectif « principal » par catégories de RRC

#### Résultats agrégés

Le tableau 8 présente le budget de RRC marqué « principal » à travers les quatre principales catégories de RRC. La part de la prévention et de l'atténuation des risques représente la totalité du budget de RRC marqué « principal ».

**Tableau 8: Budget de RRC marqué « Principal » à travers les différentes catégories de RRC**

Principales allocations budgétaires de RRC marquées par catégorie de risque, valeurs en millions de dollars, prix courants	2014	2015	2016	2017	Budget total prévu	Budget moyen sur quatre ans	%
Budget moyen sur quatre ans	7,96	6,57	3,88	3,80	22,21	5,55	100,0 %
Préparation	-	-	-	-	-	-	0,0 %
Réponse et soulagement	-	-	-	-	-	-	0,0 %
Reconstruction et relèvement	-	-	-	-	-	-	0,0 %
<b>Budget total de RRC marqué</b>	<b>7,96</b>	<b>6,57</b>	<b>3,88</b>	<b>3,80</b>	<b>22,21</b>	<b>5,55</b>	<b>100 %</b>

Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

Comme le montre le tableau 9, le Gabon dispose de 100 % du budget de RRC marqué « principal » est alloué à la réduction des risques avant catastrophe

**Tableau 9: Principales catégories de RRC dans le cycle des catastrophes**

Période	Réduction des risques pré-catastrophe		Gestion des crises après catastrophe		
	Prévention et atténuation des risques	Préparation	Réponse et soulagement	Reconstruction et récupération	Valeurs en millions de dollars, prix courants
2014-2017	100,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	22,21
<b>Moyenne en 4 ans</b>	<b>100 %</b>			<b>0,0 %</b>	<b>5,5</b>

Source : Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

## Les résultats selon les ministères

Le tableau 10 présente le budget de RRC marqué « principal » selon les quatre catégories clés de RRC pour les quatre dernières années budgétaires. La principale remarque est que la totalité du budget de RRC marqué « principal » est sous la catégorie «prévention et atténuation».

**Tableau 10: Budget de RRC marqué « Principal » à travers les différentes catégories**

Principales allocations budgétaires de RRC marquées par catégorie de risque, valeurs en millions de dollars, prix courants	2014	2015	2016	2017	Budget total prévu	Budget moyen sur quatre ans	%
Prévention et atténuation des risques	7,96	6,57	3,88	3,80	22,21	5,55	100,0 %
Ministère de la santé publique	7,59	6,28	3,72	3,55	21,16	5,29	95,2 %
Ministère de l'intérieur, de l'administration territoriale, des autorités locales et décentralisation	0,36	0,29	0,16	0,25	1,06	0,26	4,8 %
Préparation	-	-	-	-	-	-	0,0 %
Réponse et soulagement	-	-	-	-	-	-	0,0 %
Reconstruction et récupération	-	-	-	-	-	-	0,0 %
<b>Budget total de RRC marqué</b>	<b>7,96</b>	<b>6,57</b>	<b>3,88</b>	<b>3,80</b>	<b>22,21</b>	<b>5,55</b>	<b>100 %</b>

Source: Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

## Objectif « principal » par catégories de RRC

### Résultats agrégés

Le tableau 11 montre le budget de RRC marqué « significatif » dans les différentes catégories. La préparation détient la plus grande part (59,0 %), suivie de la reconstruction et le relèvement (21,5 %) et de la prévention et l'atténuation des risques (19,5 %). La catégorie la moins appuyée est la réponse et le soulagement (aucun budget marqué à cet effet)

**Tableau 11: Budgets de RRC dans toutes les catégories**

Allocations de budget RRC marquées «significatif» par catégories de risques, valeurs en millions de dollars US, prix courants	2014	2015	2016	2017	Budget total prévu	Budget moyen en 4 ans	%
Préparation	225,85	182,73	101,32	162,24	672,13	168,03	59,0 %
Reconstruction et récupération	55,17	48,53	75,37	66,40	245,47	61,37	21,5 %
Prévention de risques et atténuation	101,70	33,65	26,89	59,29	221,52	55,38	19,5 %
Réponse et soulagement	-	-	-	-	-	-	0,0 %
<b>Total budget de RRC marqué</b>	<b>382,71</b>	<b>264,91</b>	<b>203,58</b>	<b>287,92</b>	<b>1,139,12</b>	<b>284,78</b>	<b>100 %</b>

Source: Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

Le tableau 12 nous montre que 78,5 % du budget marqué «significatif» est destiné à la catégorie de réduction de risques pré-catastrophe.

**Tableau 12: Catégories de la RRC marquées « significatif » dans le cycle des catastrophes**

Période	Réduction de risques pré-catastrophe		Gestion de crise post-catastrophe		
	Prévention de risques et atténuation	Préparation	Réponse et soulagement	Reconstruction et récupération	valeurs en millions de dollars US, prix courants
2014-2017	19,5 %	59,0 %	0,0 %	21,5 %	1.139,12
<b>Moyenne sur 4 ans</b>	<b>78,5 %</b>		<b>21,5 %</b>		<b>284,78</b>

Source: *Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.*

### Résultats par ministère

En examinant les catégories de RRC par ministère, le tableau 13 montre les résultats clés suivants :

- la préparation (59,0 %) est représentée par deux ministères : le ministère de la Santé publique détenant une part plus importante de la portion préparation (55,7 %) et le ministère de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux publics (3,3 %) ;
- la prévention et l'atténuation des risques représentent 19,5 % de la RRC, et elles sont prises en charge par la majorité des ministères (six au total): le Ministère de l'Habitat, du développement urbain et du logement (6,0 %); le Ministère de la santé publique (5,2 %); le Ministère de l'eau et de l'énergie (3,2 %); et le Ministère de l'économie forestière, des pêches et de l'environnement (2,9 %); le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (2,1 %); et le Ministère de l'économie, de la Prévision et de la programmation du développement (0,1 %) ;
- la reconstruction et le relèvement représentent 21,5 % de la RRC, pris en charge uniquement par le ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale.

La catégorie la moins importante dans le cadre de cette revue reste la réponse et les secours étant à 0 % du total de l'objectif du budget de RRC marqué « significatif ». Il n'y avait, en effet, aucun programme concernant cette catégorie de RRC.

**Tableau 13: Budget de RRC marqué «significatif » à travers les différentes catégories**

<b>Allocations de budget RRC marquées «significatif » par catégories de risques, valeurs en millions de dollars US, prix courants</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Budget total prévu</b>	<b>Budget moyen sur quatre ans</b>	<b>%</b>
Préparation	225,85	182,73	101,32	162,24	672,13	168,03	59,0 %
Ministère de la Santé Publique	212,54	172,26	91,82	157,43	634,05	158,51	55,7 %
Ministère de l'Equipment, des Infrastructures et des Travaux Publics	13,31	10,47	9,50	4,81	38,08	9,52	3,3 %
Prévention de risques et atténuation	101,70	33,65	26,89	59,29	221,52	55,38	19,5 %
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement	49,96	4,41	2,78	11,16	68,32	17,08	6,0 %
Ministère de la Santé Publique	14,42	8,10	4,35	32,26	59,12	14,78	5,2 %
Ministère de l'Eau et de l'Energie	8,76	11,47	6,67	9,17	36,08	9,02	3,2 %
Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement	21,67	3,41	7,19	1,13	33,41	8,35	2,9 %
Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Alimentation	6,65	6,07	5,75	5,42	23,90	5,97	2,1 %
Ministère de l'Economie, de la Prévision et de la Programmation du Développement	0,22	0,19	0,14	0,14	0,70	0,18	0,1 %
Reconstruction et Récupération	55,17	48,53	75,37	66,40	55,17	48,53	21,5 %
Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale	55,17	48,53	75,37	66,40	245,47	61,37	21,5 %
Réponses et soulagement	–	–	–	–	–	–	0,0 %
<b>Total budget de RRC marqué</b>	<b>382,71</b>	<b>264,91</b>	<b>203,58</b>	<b>287,92</b>	<b>1.139,12</b>	<b>284,78</b>	<b>100 %</b>

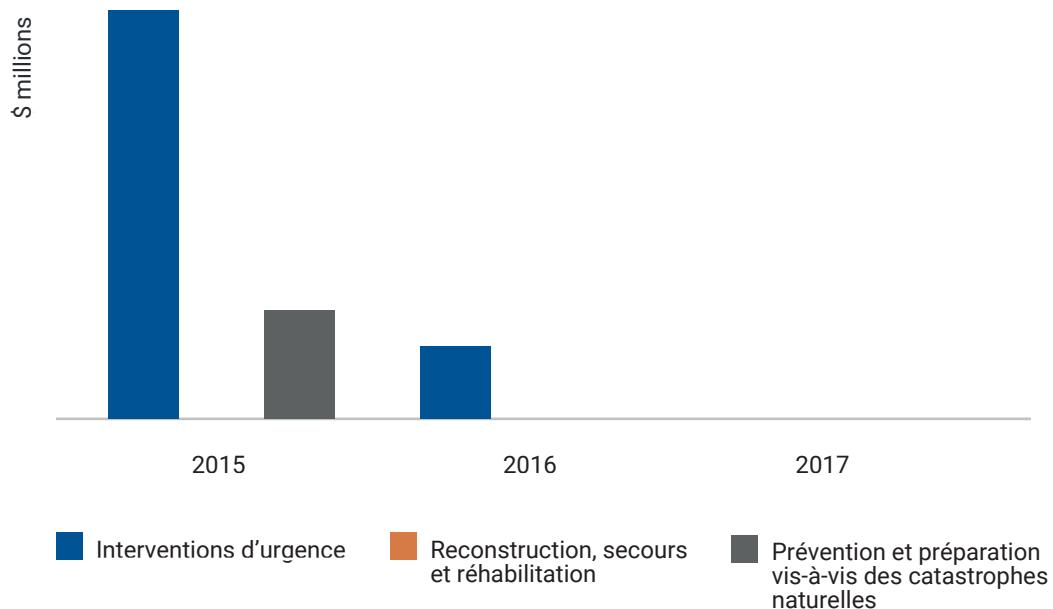
Source: Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.

## Encadré 1: Aide Publique au Développement par catégories de RRC

L'une des principales conclusions de l'ABSR au Gabon est que la majeure partie du budget de RRC est consacrée aux activités de réduction des risques pré-catastrophe plutôt qu'aux activités post-catastrophe. En outre, la plupart des activités post-catastrophe sont menées par des acteurs humanitaires. Cela rejoint les conclusions de Van Aalst et al. (2013), dont la note d'information montre que, sur le total de l'APD consacrée à la RRC, 69,9 % ont été utilisés pour les activités d'intervention d'urgence, 24,8 % pour les activités de reconstruction (gestion de crise post-catastrophe) et 3,6 % pour la prévention et la préparation aux catastrophes (réduction des risques avant la catastrophe).

La figure ci-dessous montre l'aide publique au développement pour les activités de RRC marquées « principal » entre 2015 et 2017 et son affectation aux diverses catégories de DRR au Gabon. Une moyenne de 0,18 million de dollars a été utilisée pour les activités de gestion des risques post-catastrophe - intervention d'urgence et reconstruction, réhabilitation et secours. Cela pourrait expliquer pourquoi le Gabon s'est concentré sur les activités de réduction des risques avant la catastrophe, comme des efforts humanitaires sont en présence pour couvrir de telles activités.

**Figure 7: APD au Gabon par catégories de RRC, 2015–2017**



## 5. Conclusions et recommandations

L'UNDRR s'est associé à l'Union européenne (UE), à l'Union africaine et aux ACP pour mettre en œuvre un programme visant à renforcer les capacités des pays africains en matière de planification des investissements sensibles aux risques et à accroître les investissements publics dans la réduction des risques de catastrophe (RRC). L'intention est d'aider les pays à aligner leurs stratégies sur les objectifs définis dans le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

Ce rapport contribue à ce produit livrable avec l'analyse budgétaire sensible aux risques des budgets nationaux du Gabon en utilisant le marqueur RRC du CAD de l'OCDE et le système de marquage Rio pour déterminer la contribution des budgets RRC marqués à travers le cycle de la GRC.

Les conclusions suivantes sont tirées à propos de la planification des investissements publics pour la réduction des risques de catastrophe au Gabon :

- La gouvernance de la RRC est dirigée par la Direction de la Protection Civile (DPC), sous tutelle du Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale des Collectivités et de la Décentralisation. Les activités de gestion des catastrophes et de la réduction des risques sont menées par plusieurs agences gouvernementales en collaboration avec diverses parties prenantes non gouvernementales, notamment des partenaires au développement, des organisations de la société civile et des scientifiques. Le cadre juridique se réclame de divers textes législatifs au lieu d'une loi unique.
- La gestion des risques de catastrophe n'est pas explicitement documentée dans les programmes du budget national. Ainsi, l'intégration de la GRC et de la RRC dans le budget national est limitée. Cependant, il existe une allocation spécifique des budgets prévus pour la prévention et l'atténuation des catastrophes sous la houlette du ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale, des Collectivités et de la Décentralisation. Le budget moyen prévu sur quatre ans était estimé à 0,26 million de dollars ; soit 0,02 % du budget national.
- L'application du marqueur de politique du CAD de l'OCDE sur la RRC a constaté 20 programmes liés à la RRC et à la GRC, dans 9 des 21 ministères dans la loi de finances 2014 à 2017,
- Entre 2014 et 2017, un total de 1.161 millions de dollars (en moyenne à 290 millions de dollars par an) a été marqué comme budget de RRC, ce qui représentait 7,5 % du budget national total (environ 15.410 millions de dollars – en moyenne 3.852 millions de dollars par an).
  - Budget marqué qui cible directement la RRC - budget RRC marqué « principal » - en moyenne 5,6 millions de dollars, et comprenait la proportion la plus faible de l'allocation à 2 % du budget total de RRC marqué, ce qui équivaut à seulement 0,1 % du budget national total.
  - Le budget des programmes qui ciblent indirectement la RRC - un budget de RRC marqué « significatif » - en moyenne 284,8 millions de dollars, et représente l'essentiel de l'allocation à 98 % du budget total de RRC marqué, ce qui équivaut à seulement 7,4 % du budget national total.
- Le budget de RRC marqué est fortement concentré dans un seul ministère – à savoir le Ministère de la Santé Publique - à 95,2 % du budget de RRC marqué « principal » pour deux ministères. De même, 60,9 % du budget de RRC marqué « significatif » est alloué au Ministère de la Santé Publique, sur huit ministères.

- L'examen des catégories de risques de catastrophe du cycle de RRC indique que le budget de RRC marqué est fortement concentré sur seulement deux catégories de risques. Tous les principaux budgets de RRC marqués (100 %) sont alloués aux activités de prévention et d'atténuation des risques tandis que 59 % du budget RRC marqué « significatif » est alloué aux activités de préparation.
- Ainsi, le budget national pour les périodes 2014 à 2017 alloue-t-il plus de fonds aux activités de réduction des risques pré-catastrophe qu'à la gestion post-catastrophe.
- Il y a une forte dépendance à l'égard des fonds provenant des donateurs pour la gestion post-catastrophe. Au cours de la période de trois ans de 2015 à 2017, le Gabon a reçu une plus grande part des fonds de l'APD pour les interventions d'urgence, 0,18 million de dollars par an en moyenne, contre une moyenne de 0,04 million de dollars pour la prévention et la préparation aux catastrophes.

## Recommendations

Ce rapport contribue en outre à avoir une connaissance accrue sur la RRC au Gabon et contribuera à l'intégration continue de la RRC dans le processus de planification budgétaire. A la lumière de ce qui précède, nous recommandons:

- Augmenter le budget marqué « principal » pour couvrir la gamme des risques auxquels le Gabon est confronté en raison de sa situation géographique. Cela aidera non seulement le Gabon à accroître sa résilience aux risques de catastrophe, mais aussi à réduire efficacement les pertes, financières et non financières, dues aux catastrophes.
- Introduire la classification et le codage des programmes et activités de RRC et de GRC au cours de la planification des budgets – ce cela qui impliquera un renforcement continu des capacités aux niveaux technique et institutionnel pour appliquer efficacement le marqueur de politique du CAD de l'OCDE
- Classifier les budgets prévus et exécutés en matière de RRC dans les quatre principales catégories de RRC - prévention et atténuation des risques, préparation, réponse et secours, et reconstruction et récupération – et vérifier l'utilisation des fonds alloués.
- Appliquer l'analyse coûts-avantages sur les budgets de RRC, en particulier les programmes et activités qui ciblent divers risques, aussi bien naturels que d'origine humaine, et dont les pertes peuvent être quantifiées.

# Références

Banque africaine de développement, 2019, « Perspectives économiques au Gabon ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.afdb.org/fr/countries/central-africa/gabon/gabon-economic-outlook>, page consultée le 25 janvier 2020.

Ministère du Budget et des Comptes publics, 2017, *Rapport économique, social et financier accompagnant le projet de loi de finances 2017*. Disponible à l'adresse suivante : [http://www.mays-mouissi.com/wp-content/uploads/2018/06/RESF\\_PLFI2017-VF.pdf](http://www.mays-mouissi.com/wp-content/uploads/2018/06/RESF_PLFI2017-VF.pdf).

Central Intelligence Agency, « The World Factbook ». Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/za.html>, page consultée le 15 janvier 2020.

Fondation de recherche CIMA, 2018, Profil de risques de catastrophe, Gabon. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cimafoundation.org/>.

Budgets des lois de finances, 2014 à 2017, disponibles à l'adresse suivante : [www.mays-mouissi.com/telecharger-les-budgets-du-gabon/](http://www.mays-mouissi.com/telecharger-les-budgets-du-gabon/).

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, *Gabon: Floods DREF n° MDRGA006 – Final Report*. Disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/report/gabon/gabon-floods-dref-n%C2%B0-mdrga006-final-report>.

Flamen, A et al., 2014, « Childhood tuberculosis in Lambaréné, Gabon: tuberculosis control in its infancy? » *Infection*, vol. 42, No 1, p. 161–164.

Organisation de coopération et de développement économiques, 2017, *Proposal to Establish a Policy Marker for Disaster Risk Reduction (DRR) In the OECD DAC Creditor Reporting System (CRS)*. Disponible à l'adresse suivante : [www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC/STAT\(2017\)26&docLanguage=En](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DCD/DAC/STAT(2017)26&docLanguage=En).

Organisation de coopération et de développement économiques, 2016, *Directives convergées pour l'établissement des rapports statistiques du système de notification des pays créanciers (SNPC) et du questionnaire annuel du CAD*. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.oecd.org/fr/cad/stats/documentupload/DCD-DAC\(2013\)15-ADD2-FINAL-FRE.pdf](https://www.oecd.org/fr/cad/stats/documentupload/DCD-DAC(2013)15-ADD2-FINAL-FRE.pdf).

Petri, H, 2016, « Short Guide to the Use of Rio Markers », Capacity4dev, Commission européenne. Disponible à l'adresse suivante : <https://europa.eu/capacity4dev/public-environment-climate/minisite/tools-and-methods/short-guide-use-rio-markers>.

Programme des Nations Unies pour le développement, 2019, *Les inégalités de développement humain au XXIe siècle : Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2019 - Gabon*. Disponible à l'adresse suivante : [http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr\\_theme/country-notes/fr/GAB.pdf](http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/fr/GAB.pdf).

UNDRR, 2015, *Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.unisdr.org/we/inform/publications/43291>.

Van Aalst, Maarten ; Kellett, Jan ; Pichon, Florence et May. Tom Mitchell, 2013, *Incentives in Disaster Risk Management and Humanitarian Response, Background note for World Development Report 2014*. Disponible à l'adresse suivante : [http://siteresources.worldbank.org/EXTNWDR2013/Resources/8258024-1352909193861/8936935-1356011448215/8986901-1380568255405/WDR14\\_bn\\_Incentives\\_in\\_disaster\\_risk\\_management\\_vanAalst.pdf](http://siteresources.worldbank.org/EXTNWDR2013/Resources/8258024-1352909193861/8936935-1356011448215/8986901-1380568255405/WDR14_bn_Incentives_in_disaster_risk_management_vanAalst.pdf).

Banque mondiale, Données : Gabon. Disponible à l'adresse suivante : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/gabon>. Page consultée le 15 janvier 2020.

Banque mondiale, Données : Banque mondiale, Données. « *Croissance du PIB (% annuel) – Gabon* ». Disponible à l'adresse suivante : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2018&locations=GA&start=1994>, page consultée le 15 janvier 2020.

# Annexe 1: Aperçu de l'application par l'UNISDR du marqueur de la politique de RRC du CAD-OCDE

La réalisation de l'ABSR pour chaque pays implique plusieurs étapes, la première consistant à accéder aux budgets-programmes<sup>22</sup>. Pour la plupart des pays (13 sur 16), les informations budgétaires sont facilement accessibles en ligne (généralement via le portail Web du ministère des Finances)<sup>23</sup>. Les informations budgétaires du Cameroun et de la Côte d'Ivoire ont été partagées par certains participants lors des ateliers nationaux sur la RRC organisés par l'UNISDR à Yaoundé et à Abidjan, respectivement, en 2018. Dans le cas de la Guinée Bissau, les consultants ont pu accéder aux données budgétaires grâce aux relations qu'ils ont établies avec le ministère des Finances.

Après avoir obtenu les données budgétaires, on applique la méthode du marqueur de l'OCDE pour identifier les composantes de la RRC. Cela implique de passer en revue les plus récents budgets nationaux disponibles (voir Tableau A1) en plusieurs étapes :

**Étape 1 :** Examen de la performance globale de chaque ministère / institution (revue des programmes respectifs).

**Étape 2 :** Examen des objectifs et des résultats attendus pour les éléments de RRC. Cela guide ensuite l'analyste dans l'examen des allocations budgétaires au titre de chaque programme et sous-programme.

**Étape 3 :** Analyser les activités des sous-programmes comportant des éléments de RRC et les classer selon les quatre catégories clés de RRC - Prévention et atténuation des risques, Préparation, Intervention et secours, et Reconstruction et relèvement.

**Étape 4 :** Les activités des sous-programmes sont ensuite classées selon les objectifs de la politique de réduction des risques de catastrophe - principales, significatives et non ciblées, et sont pondérées conformément aux recommandations du CAD-OCDE en matière de pondération des marqueurs de Rio (« principal » = 100 %, « significatif » = 40 % et non-DRR = 0 %).

Le marqueur de politique repose sur la disponibilité de la documentation sur les objectifs de politique des activités de dépense ; ainsi, la qualité des résultats dépend essentiellement de la qualité de la documentation budgétaire en matière de RRC. En général, plus le budget est ventilé et documenté au niveau de l'activité, plus le marquage est précis. En fait, le niveau de désagrégation varie d'un pays à l'autre.<sup>24</sup>

Bien que les objectifs du programme soient énoncés dans 14 budgets sur 16, le Tableau A1 montre que la ventilation par activités n'est effectuée que pour la moitié des pays. Dans la plupart des cas (13 sur 16), les documents financiers disponibles ne tiennent compte que des ressources

22 Lorsque les données budgétaires ne sont pas disponibles (Cameroun et Guinée Bissau, par exemple), le plan d'investissement public est utilisé. En raison de la disponibilité des données, l'analyse est basée sur les dépenses « prévues » plutôt que sur les dépenses « exécutées ».

23 Les informations budgétaires pour le Gabon et São Tomé-et-Principe ont été extraites respectivement des sites [www.mays-mouissi.com](http://www.mays-mouissi.com) et [www.cabri-sbo.org](http://www.cabri-sbo.org).

24 Un aspect intéressant de la ventilation est de savoir si les gouvernements infranationaux / locaux établissent leurs propres budgets, ou plutôt si leurs budgets sont intégrés dans les budgets nationaux. On constate en fait que dans 13 cas sur 16, on ne dispose que de budgets nationaux (à l'exception de l'Angola, du Rwanda et de la Tanzanie).

budgétaires nationales ; l'Angola<sup>25</sup>, la Côte d'Ivoire and Guinée Bissau faisant exception (les ressources nationales et étrangères sont présentées dans les budgets). Le principal défi rencontré lors de l'ABSR est que les programmes et les activités ne sont souvent ni classés / codés pour la réduction des risques de catastrophe, ni suffisamment décrits. Cela rend difficile l'identification de la gamme complète d'activités liées à la RRC dans le budget. Pour certains pays comme l'Angola, les dépenses budgétaires ne sont tout simplement pas codées. Pour effectuer l'ABSR, il faut se référer aux intitulés des dépenses et établir des correspondances d'un exercice budgétaire à un autre.

Compte tenu de ces défis et des 13 pays disposant uniquement de budgets nationaux, l'aperçu de l'ABSR montre qu'un pays compte en moyenne 27 ministères, départements et agences (MDA), dont 11 ont des dépenses en RRC (principales ou significatives).

En outre, 9 pays sur 16 disposent d'un budget spécifique alloué à l'administration en charge de la RRC. Ce budget spécifique représente toujours une très petite fraction des dépenses totales de RRC, compte tenu de la nature transversale des activités de GRC / RRC.

Le changement climatique étant un facteur de risque de catastrophe sous-jacent important, il est important de comprendre si les gouvernements prennent des mesures d'adaptation au changement climatique (ACC). Dans cette perspective, le Tableau A1 présente le nombre de pays ayant des dépenses liées au ACC, marquées comme mesures « principales » (8 pays) ou « significatives » de RRC (2 pays). Il convient de noter que 6 pays sur 16 n'ont pas prévu de dépenses au titre de ACC.

Tableau A1 : RSBR de l'UNDRR : vue d'ensemble

Pays	Couverture de l'analyse ABSR			Source du budget	Niveau de Désagrégation		Agence nationale de RRC	Adaptation au changement climatique (ACC)	Secteurs marqués RRC/GRC *		
	Période	# de MDAs (Ministères, Départements, Agences)	# de MDAs marqués RRC		Ressources budgétaires considérées dans l'analyse ^	Les objectifs du programme sont-ils énoncés dans le budget ?			La plus grande part du budget consacré à la RRC dans l'agriculture est marqué...	La plus grande part du budget consacré à la RRC dans la santé est marqué...	La plus grande part du budget consacré à la RRC dans l'infrastructure est marqué...
Angola	2017–2019	66	40	National/Étranger	Non	Non	Oui*	Principal	Principal	Significatif	Significatif
Botswana	2014/15–2018/19	25	9	National	Oui	Oui	Non	s.o.	Significatif	Significatif	Significatif
Cameroun	2019	54	13	National	Oui	Oui	Oui	Principal	Significatif	Principal	Significatif
Côte d'Ivoire	2016–2018	38	29	National/Étranger	Oui	Non	Non	Principal	Significatif	Significatif	Significatif
Guinée équatoriale	2016–2018	21	5	National	Oui	Oui	Oui	s.o.	Significatif	Significatif	Significatif
Eswatini (Le Royaume d')	2014/15–2018/19	35	12	National	Oui	Oui	Non	Principal	Principal	Significatif	Significatif
Gabon	2014–2017	21	9	National	Oui	Non	Oui	Significatif	Significatif	Significatif	Significatif
Gambie (La)	2014–2017	19	5	National	Oui	Non	Oui	s.o.	Significatif	Significatif	Significatif
Ghana	2016–2018	29	8	National	Oui	Oui	Oui	Principal	Significatif	Significatif	Principal
Guinée-Bissau	2015–2018	23	7	National/Étranger	Non	Non	Non	Principal	Significatif	Significatif	s.o.
Kenya	2013/14–2016/17	23	10	National	Oui	Oui	Non	Principal	Principal	Significatif	Principal
Namibie	2014/15–2018/19	35	8	National	Oui	Oui	Oui	s.o.	Significatif	Significatif	Significatif
Rwanda	2016/17–2018/19	56	42	National	Oui	Non	Oui	Significatif	Significatif	Significatif	Significatif
Sao Tomé-et-Principe	2014–2017	11	7	National	Oui	Non	Non	s.o.	Significatif	Significatif	Significatif
Tanzanie (République-Unie de)	2016/17–2018/19	93	48	National	Oui	Non	Non	Principal	Significatif	Significatif	Significatif
Zambie	2015–2017	27	21	National	Oui	Oui	Oui	Principal	Significatif	Significatif	Significatif

Source : UNDRR (2019).

\* Ces secteurs ont été choisis en raison de leur lien direct avec les risques naturels ; s.o. – Aucun programme pour l'adaptation au changement climatique n'a été relevé dans l'analyse du RSBR ;

^ – Tous les budgets analysés étaient des budgets planifiés.

## Annexe 2: Tableaux

### Tableau A2: Les Ministères au Gabon

1	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Alimentation
2	Ministère du Budget et des Comptes Publics
3	Ministère du Commerce
4	Ministère de la Communication, de l'Economie Digitale et de la Poste
5	Ministère de l'Economie, de la Prévision et de la Programmation du Développement
6	Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle, de l'Intégration et de la Réinsertion
7	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de la Francophonie de l'Intégration Régionale
8	Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement
9	Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement
10	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et du Transfert de Technologies
11	Ministère de la Défense Nationale et de la Sécurité Territoriale
12	Ministère de l'Education Nationale
13	Ministère de la Santé Publique
14	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Innovation
15	Ministère de l'Equipement, des Infrastructures et des Travaux Publics
16	Ministère chargée des Relations avec les Institutions Constitutionnelles et des Autorités Administratives Indépendantes
17	Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale
18	Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale des Collectivités et de la Décentralisation
19	Ministère des Transports et de la Logistique
20	Ministère de l'Eau et de l'Energie
21	Ministère de la Jeunesse, du Tourisme et des loisirs

**Tableau A3: Programmes et activités de RRC marqués « principal » par ministère**

Ministères	Programmes de RRC marqués
Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale des Collectivités et de la Décentralisation	Prévention et Atténuation des catastrophes
Ministère de la Santé Publique	Lutte contre le HIV/SIDA

Source : *Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.*

**Table A4: Programmes et activités de RRC marqués « significatif » par ministère**

Ministères	Programmes de RRC marqués
Ministère de l'Intérieur, de l'Administration Territoriale des Collectivités et de la Décentralisation	Pilotage et accompagnement des politiques agricoles et d'élevage
	Pilotage et accompagnement des politiques d'élevage et de pêche
Ministère de l'Economie, de la Prévision et de la Programmation du Développement	Coordination des politiques urbaines
Ministère de l'Equipement, des Infrastructures et des Travaux Publics	Pilotage et accompagnement des politiques d'infrastructures, des travaux publics et d'aménagement du territoire
Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement	Gestion durable de l'eau et des forêts
	Conservation de la biodiversité
	Amélioration du cadre de vie et du changement climatique
	Pilotage et accompagnement de la Politique d'Economie forestière
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement	Urbanisation et développement du cadre de vie
	Pilotage et accompagnement de la politique d'urbanisme et de logement
Ministère de la Santé Publique	Prévention et sécurité
	Approvisionnement et accès aux soins
	Pilotage et accompagnement de la politique de santé
Ministère de la Protection Sociale et de la Solidarité Nationale	Protection sociale
	Pilotage et accompagnement de la politique de protection sociale
Ministère de l'Eau et de l'Energie	Gestion et contrôle des activités minières
	Pilotage et soutien à la politique minière
	Gestion de la radioactivité

Source: *Calculs basés sur les budgets de la loi de finances 2014-2017, Ministère du Budget et des Comptes Publics.*



**[www.preventionweb.net/resilient-africa](http://www.preventionweb.net/resilient-africa)**  
**[www.undrr.org](http://www.undrr.org)**

La présente publication a été conçue avec l'aide de l'Union européenne.

Son contenu relève uniquement de la responsabilité du Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne.

Le contenu du présent document est soumis à des droits d'auteur. Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes encourage la diffusion et la reproduction de tout ou partie de son travail à des fins non commerciales, sous réserve de l'inclusion d'une référence complète.

Citation : UNDRR (2020) : *Gabon: Examen du budget tenant compte des risques*.